

Réforme du dialogue social dans la fonction publique : beaucoup de défis n'ont pas été relevés

En octobre 2024, la Cour des comptes a publié [un rapport sur la réforme du dialogue social initiée par la loi du 6 août 2019](#), visant une transformation profonde du dialogue social au sein de la fonction publique. Ce rapport fait le point sur la mise en œuvre de cette loi, ses effets et les défis qui restent à relever pour un dialogue social stratégique et contractuel.

🔍 Les points clés du rapport :

Fusion des instances de dialogue :

La réforme a regroupé les comités techniques (CT) et les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) dans une instance unique pour simplifier le cadre du dialogue social. De plus, les commissions administratives paritaires (CAP) voient leur rôle réduit, se concentrant désormais sur les décisions disciplinaires uniquement, ce qui retire aux syndicats un rôle d'interface directe dans la gestion de carrière des agents.

Promotion de la négociation collective :

La loi met l'accent sur une approche contractuelle en incitant les employeurs publics et les syndicats à négocier des accords. Cependant, la baisse de la syndicalisation et de la participation aux élections professionnelles dans le secteur public entrave cette dynamique, malgré une représentation syndicale historiquement forte dans la fonction publique.

Défis de mise en œuvre :

La crise sanitaire et les contestations sociales, en particulier autour de la réforme des retraites, ont ralenti l'application de la réforme. Ce contexte a limité l'adoption des nouveaux dispositifs prévus pour redynamiser le dialogue social.

Un bilan quantitatif :

La Cour des comptes a mesuré l'impact quantitatif de la réforme sur la simplification des instances et le coût du dialogue social, sans évaluer la qualité des échanges ni la satisfaction des acteurs.

📄 Pourquoi cette réforme est-elle importante ?

La transformation du dialogue social dans la fonction publique cherche à moderniser les relations entre employeurs publics et agents pour qu'elles soient plus stratégiques et moins centrées sur des décisions administratives individuelles. Les défis relevés par le rapport mettent en évidence la nécessité d'adapter cette réforme aux nouvelles réalités du secteur public et de renforcer l'engagement syndical pour garantir un dialogue social efficace.

WWW.SAFPT.ORG

Libre-Autonome-Indépendant

Droits

Obligation

Défense

Information

Cour des comptes



Chambres régionales
& territoriales des comptes

ENTITÉS ET POLITIQUES PUBLIQUES

UNE RÉFORME INABOUTIE DU DIALOGUE SOCIAL DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Rapport public thématique

Octobre 2024

[Télécharger20241023-Dialogue-social-dans-la-fonction-publique](#)

Rapport sur la réforme du dialogue social initiée par la loi du 6 août 2019

WWW.SAFPT.ORG

Libre-Autonomie-Indépendant

Droits

Obligation

Défense

Information